

ANTIARESSE

EDITION D'ÉTÉ

N° 195 | 25.8.2019

Intermède académique

Karl Kraus, démolisseur de certitudes

Hong Kong, quand les people s'en mêlent

Cachemire-Ladakh, l'été indien

Observe • Analyse • Intervient



LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

Intermède académique ou: pourquoi tant de haine?

J'AI EU LE DOUTEUX HONNEUR, AU TEMPS DE MES ÉTUDES UNIVERSITAIRES, DE FAIRE L'OBJET D'UNE CAMPAGNE SANS PRÉCÉDENT ET QUI, JE L'ESPÈRE, EST ÉGALEMENT RESTÉE SANS SUITES. J'AI ÉTÉ LA CIBLE D'UNE PÉTITION, INITIÉE PAR UN ILLUSTRE PROFESSEUR DE LETTRES ET VISANT À M'EXPULSER, MOI, SIMPLE ÉTUDIANT DE VINGT ANS, DE L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE.

- *Ceci est le 7^e épisode de mes «Aveux publics». Les précédents sont ici: 1, 2, 3, 4, 5, 6)*

Le professeur honoraire Jean-Luc Seylaz était un gauchiste bon teint comme il se devait, aussi gâté que gâteux. Il a été immortalisé, sinon par sa contribution à l'histoire littéraire, du moins par son aura stérile et stérilisante de «Sarment Rugueux» sous la plume d'Etienne Barilier dans son terrible essai *Soyons médiocres!* (L'Age d'Homme, 1989) consacré au milieu littéraire suisse romand.

Comment avais-je fait pour mériter si jeune ce Nobel de la dissidence? Je m'étais inscrit en fac de Lettres à Lausanne l'été 1986, après l'échec de ma tentative d'admission à l'école de cinéma de Prague. Mes branches

étaient l'histoire de l'art, le français et le russe. Mes motivations? Dans l'ordre correspondant, la chasse aux filles, la facilité et la curiosité culturelle. En marge de mes études, j'écrivais dans *L'Auditoire*, le journal des étudiants de l'université de Lausanne. *L'Auditoire* était le bac à sable, souvent de bonne tenue, des futurs journalistes et autres apparatchiks du bassin lémanique. Certains lecteurs de l'Antipresse y ont sévi comme moi. Sur le plan culturel et technique, la fin des années 1980 était une période passionnante. Une période clef, devrais-je dire, pour la presse écrite. Nous assistions *in vivo* à la numérisation de la chaîne, en commençant par les procédures de composition et de mise en page — et donc à la mise à mort annoncée des nobles métiers de

typographe, de prote, de correcteur — et au bout du compte, comme on le voit aujourd'hui, de journaliste...

J'écrivais donc dans *l'Auditoire* comme les étudiants étaient invités à le faire — et comme je n'aurais pas dû. Car j'écrivais tout ce qui me passait par la tête. Or c'est une règle de base pour quiconque veut faire carrière dans l'Université — et dans la bonne société helvétique en général — que de ne surtout pas, *sous aucun prétexte*, écrire ce qui lui passe par la tête! Même pas par allusion! Le plus sûr est encore de soutenir le *contraire exact* de ce qu'on pense à part soi. Ayant observé et écouté attentivement nombre de pontes en herbe de la nomenklatura, je suis arrivé à la conclusion qu'ils passaient leur vie à «sublimier» (comme diraient les psys) ou plus simplement à travestir leur sectarisme, leur sexisme ou leur xénophobie. On ne déracine pas des conditionnements séculaires en une génération. Mais on peut très bien les escamoter en les traquant sans cesse chez autrui. Le «c'est pas moi c'est lui» est un ressort essentiel du fondamentalisme religieux et politique, comme l'a souligné le grand Eric Hoffer dans son *Vrai croyant* (*The True Believer*).

BON À PENDRE

N'allez pas conclure de ceci que j'étais entouré de fondamentalistes! Non. La plupart de mes camarades d'études en Lettres étaient des gens normaux. Mais comme partout, ce sont les extrêmes qui donnent le ton. Dans les facultés des sciences humaines, la «normalité» apoli-

tique était (déjà alors) étiquetée comme déviance, sauf qu'on s'en tenait encore à l'idéologie sociale. La composante «gender», encore bien plus frénétique, n'est arrivée que bien après mon départ de l'uni. J'ai eu chaud!

A Lausanne, les talibans les plus pittoresques s'assemblaient au sein du «Groupe Regards Critiques». Cette chimère se dévoilait dès son appellation même: le regard critique en groupe, c'est aussi convaincant que l'amour romantique en partouze. Ne parlons pas du reste. J'adorais scandaliser ces puritains à la cafétéria et regarder leurs mines «préoccupées-par-les-injustices-du-monde» se décomposer lorsque quelqu'un, d'aventure, osait défier leurs superstitions de front. Toutes ces jeunes femmes émancipées en blue jeans m'apparaissaient comme des saintes-nitouches en chignon et jupe grise de la Nouvelle-Angleterre qui traquaient la femme adultère dans la *Lettre Ecarlate* de Hawthorne. Tous ces jeunes chevelus-binocleux revêtaient la calotte de Calvin (ou la cagoule du Grand Inquisiteur, à choix) et s'entraînaient à pointer un doigt inflexible sur la moindre déviance intellectuelle et verbale. Il était alarmant de penser que des cerveaux aussi rigidelement calibrés allaient devenir les enseignants de mes enfants à venir. Car l'inculture ni l'aveuglement idéologique n'étaient des obstacles à l'avancement universitaire. Loin de là.

Je me rappelle la bronca qui secoua le troupeau lorsque j'osai leur

dire que leur bête noire, Israël, était malgré tout une démocratie.

«Mais enfin, Israël, c'est un Etat raciste!

— L'un n'empêche pas l'autre.»

Cette dernière remarque suscita des court-circuits mentaux en cascade, comme la foudre frappant un répétiteur électrique. Je m'amusaiss follement, je persiflais, je raillais — je pensais à tout sauf à mes arrières. Dans les toilettes de la casemate toute neuve des «sciences humaines» construite en bord d'autoroute fleurissaient les graffiti courageusement anonymes du genre: «Pendons Slobodan avant qu'il fasse des petits!» (Trop tard!) Un jour, les deux sbires — pardon, assistants — du professeur d'histoire le plus «engagé» de la fac (et donc le plus charismatique) ont tenté de m'intimider dans un ascenseur. Je les dépassais d'une tête: leur brouille avec la réalité s'étendait jusqu'à l'estimation de leurs chances dans une rixe. Je fus pris de fou-rire, mais finis quand même par m'interroger après coup.

Pourquoi tant de haine? Il y avait sans doute un aspect bêtement épidermique. J'étais immense, rieur, j'habitais dans une grange en forêt et je fréquentais les braconniers et les bûcherons: on imagine ça débarquer dans le bac à crevettes d'une fac de Lettres! Et puis, il y avait ces fichus écrits. Je ne publiais rien de répréhensible, d'illégal ni même de haineux. Au contraire. J'ai toujours détesté ceux qui écrivent avec leurs bottes, préférant de loin les chaussons en daim de l'ironie. Mais j'avais,

par exemple, fait l'éloge de Paul Morand. Ou dénoncé comme inhumaine et aberrante la pédagogie d'avant-garde pour les petits enfants résumée par des «chercheurs» titrés dans une revue officielle de la science suisse. L'éducation s'y résumait à une manipulation pavlovienne sans trace d'âme, plus exactement à un dressage. Je ne me rendais pas encore compte qu'on préparait les nouvelles générations à leur «entrée» sur le marché de la chair humaine régi par l'offre et la demande (l'opprobre et la réprimande) comme tous les autres marchés.(1)

J'avais aussi évoqué, pour le cinquantenaire de la IIe Guerre mondiale, quelques crimes de guerre qu'on ne commémorerait pas, comme les brûlés de Dresde. Non évidemment pour justifier le nazisme, mais pour rappeler que la vie humaine a partout le même prix, quel que soit le régime où l'infortune l'a jetée. Mon voisin dans les bois de St-Gingolph, Patrice le paysan-pêcheur, comprenait parfaitement la nuance. Pas les mandarins universitaires! Suite à cet article, j'ai reçu une carte de Jean-Louis Kuffer, l'éminent critique littéraire. Il n'y figurait qu'un mot: «Condoléances!» Je n'en ai compris le sens que des années plus tard.

J'ai aussi eu l'audace de faire passer dans le journal une tribune d'un véritable dissident universitaire, le docteur Casanova, dont le directeur de thèse censurait l'objet, très zinovievien — l'enseignement académique en tant que garant de conformité sociale — tout en pompant éhonté-

ment son travail pour ses cours. Et caetera...

Suite à la campagne, du reste foireuse, qu'il avait lancée, j'ai écrit au professeur honoraire Jean-Luc Seylaz une lettre de plusieurs pages, à la machine, pour lui dire qu'en utilisant ses titres pour faire taire et expulser un simple étudiant, il incarnait parfaitement le «salaud» sartrien qu'il dénonçait par ailleurs. Sarmant Rugueux ne m'a jamais répondu. Personne ne m'a du reste jamais répondu dans ce temple du savoir et du dialogue, personne n'a pris la peine de réfuter ou contre-argumenter. On préférerait signer des pétitions. Ou intriguer dans mon dos. On était là pour compter les occurrences du «e» dans les vers de Mallarmé, par pour débattre des questions de fond de notre temps.

LE DIVORCE

Tout ceci se passait avant l'éclatement de la guerre civile dans mon pays natal, la Yougoslavie. Lorsque j'ai constaté le silence des milieux académiques face au révisionnisme grossier de l'histoire et de l'actualité yougoslaves dans les médias de grand chemin, la rupture avec l'institution était consommée. A quoi servaient-ils, tous ces historiens, ces linguistes, ces sociologues, sinon à casser les idées préconçues qui entravent la compréhension des peuples? En l'occurrence, dans une affaire que je connaissais intimement, ils ne faisaient dans leur grande majorité que les renforcer par leur silence. Quand ils n'en fabriquaient pas eux-mêmes, comme

le calamiteux professeur Paul Garde, de Montpellier, l'auteur de ce bâclage partisan qu'était *Vie et Mort de la Yougoslavie* (éd. Fayard). Un faussaire que personne dans le milieu académique francophone ne prenait au sérieux, mais que personne non plus ne se donnait le courage de dénoncer publiquement.

«*They're gonna screw it all up*», me suis-je dit en anglais, comme à chaque fois qu'il s'agit de qualifier une situation avec les mots à la fois les plus sommaires et les plus appropriés. Puis je me suis lancé dans le travail de traduction et d'édition qui m'a imperceptiblement éloigné des basses eaux académiques et entraîné au large comme un courant marin.

Beaucoup croient que la «légende noire» qui me colle aux fesses est due à mon amitié avec Oskar Freysinger et mon travail de conseiller (2013-2017) pour ce remuant leader de l'UDC. Beaucoup m'ont même versé dans les rangs de ce parti, alors que je n'ai jamais été actif en politique. En réalité, le sillage «sulfureux» date de bien avant, de ces guerres picrocholines au campus de Lausanne dont j'ai été malgré moi le déclencheur, puis de la guerre civile yougoslave, où je me suis employé à «déconstruire» les fables malveillantes répandues par les médias de grand chemin à l'encontre d'un des peuples en présence. La seule fois de ma vie où j'ai eu recours à un avocat, ce fut pour obtenir la rétractation du *Nouveau Quotidien*, qui, *parce que je contestais les fake news de la presse*, m'avait qualifié de chantre de l'épuration ethnique serbe

sans le moindre début de preuve. Dans ce milieu bien-pensant et amorti (comme un pistolet équipé d'un silencieux) qu'est la société suisse, ces choses-là ne s'oublient jamais. Votre *vrai* casier judiciaire, celui des délits de comportement et d'opinion, n'est jamais radié, il vous suit toute votre vie même s'il est vide. *Surtout s'il est vide*: on ne vous fait pas payer que les mauvaises pensées que l'on vous prête, mais encore l'effort qu'on a mis à les inventer et le ridicule qui en résulte.

SELF-ASSESSMENT (AUTOÉVALUATION)

Tout ceci est bien beau, mais ne vaut pas tripette. Même si ces péripéties rocambolesques sont vraies, ou en tout cas fidèles à ma mémoire, elles me donnent le beau rôle du marginal de Brassens, avec sa «mauvaise réputation». On peu s'y complaire à vingt ans. A trente déjà, il aurait fallu réfléchir sur les mobiles cachés de cette posture. Je ne l'ai pas fait alors non plus, ni à quarante.

Avec du sang-froid et de la jugeote, plutôt que de ramer sans cesse à contre-courant, j'aurais dû changer d'université, ou au moins de faculté, sachant que la rage idéologique galopante des «sciences humaines» n'avait pas encore trop déteint alors sur les branches voisines. Si la médiocrité de Lausanne m'exaspérait, avec les grossières fautes d'orthographe de ses professeurs, j'avais toujours la possibilité d'aller étudier à Humboldt, en Allemagne de l'Est: j'y aurais sans doute trouvé moins de bavardage idéologique. Ou à Oxford, avec des historiens pragmatiques et philo-

sophes... Ou retenter Prague, pour quoi pas? Le hic est que je n'en avais ni la foi ni l'envie.

L'opposition de principe est une attitude commode qui masque la paresse et entretient la complaisance. La dénonciation des idées toutes faites chez autrui contribue à escamoter et pétrifier les siennes propres. On devient vieux avant l'âge. C'est pourquoi je m'efforce désormais de me tenir à l'écart des rouages du «système», mais également des milieux de la «dissidence», où les existences ratées s'assemblent pour se redonner du lustre. En définitive, le seul enseignement utile de cet intermède me concerne moi-même. J'avais tendance à gratter mes plaies pour ensuite les exhiber comme un petit mendiant de Delhi. L'université est une fabrique du consentement? La belle affaire: il n'y a qu'à casser le moule si on en a envie. Mon expérience universitaire fut un malentendu amer, et alors? Cet «et alors», il a mis presque trente ans à sortir de ma bouche.

NOTE

1. Suite à cet article (*L'Auditoire* 62/1990), une psychiatre lausannoise m'a convoqué pour un entretien. Au dernier moment, elle s'est courageusement fait remplacer par une stagiaire. J'ai quand même répondu à sa liste de questions. Cet interrogatoire doit encore être archivé quelque part, même s'il n'a jamais été utilisé. Il faut croire qu'il n'est guère exploitable... En revanche, j'ai repris ce texte (dont je suis particulièrement fier) dans *Balles perdues* (L'Age d'Homme, 2002) sous le titre «La culture des légumes».

CANNIBALE LECTEUR de Pascal Vandenberghe

Karl Kraus ou le génie de l'indignation (1)

KARL KRAUS A DÉJÀ ÉTÉ ÉVOQUÉ À DE NOMBREUSES REPRISSES DANS L'ANTIPRESSE, ET IL SEMBLAIT INENVISAGEABLE DE NE PAS LUI CONSACRER LA PLACE QU'IL MÉRITE DANS CETTE RUBRIQUE. L'HOMME ÉTAIT COMPLEXE, COMMIT QUELQUES ERREURS DE JUGEMENT, ET PEUT PASSER POUR PARTICULIÈREMENT EXCESSIF. CETTE DERNIÈRE CARACTÉRISTIQUE N'ÉTAIT PAS FORCÉMENT POUR NOUS DÉPLAIRE, DANS LA MESURE OÙ ELLE S'ACCOMPAGNAIT D'UN COURAGE TOUT AUSSI EXCEPTIONNEL.

Commençons par sa biographie. Karl Kraus est né en 1874 à Jičín (Bohème), située alors dans l'empire austro-hongrois. Il est le neuvième des dix enfants qu'eurent ses parents. Son



père et sa mère sont tous deux juifs. Son père est commerçant et fabricant de papier et son entreprise est florissante. La famille s'installe à Vienne alors que Karl à trois ans. Karl Kraus se sentira toujours « provincial » par rapport à la nombreuse communauté juive viennoise, bien établie et très bourgeoise. Sa mère meurt en 1891. L'année suivante, Karl Kraus n'a que dix-huit ans et donne ses premières lectures et conférences publiques, rédige ses premiers essais littéraires et fréquente le café littéraire *Griensteidl*, haut lieu de rencontre des écrivains de la « Jeune Vienne », notamment Arthur Schnitzler et Hugo von Hofmannsthal. On s'y rencontre, on y débat, on

y lit les journaux, on y écrit, on y fait des lectures. Cette tradition de *Kaffeehausliteratur* (littérature des cafés) est une spécialité de la capitale autrichienne. Kraus

suit parallèlement des études de droit, qu'il abandonne en 1894 pour s'inscrire en philosophie et germanistique.

En 1896 paraît dans la *Wiener Rundschau* le premier brûlot de Kraus : *La littérature démolie*(1). Il n'a que vingt-deux ans, mais règle déjà ses comptes avec les habitués du café *Griensteidl*, parvenus et embourgeoisés : « [...] il est émouvant de voir des poètes aristocratiques dont la noblesse remonte à plusieurs générations balayer les différences de classes et, oubliant toute fierté, frayer avec les parvenus de la décadence. » La plume est acérée, le mot choisi avec soin : toute sa vie, Kraus défendra la langue contre la phra-

séologie, et en fera un combat sans merci ! Le titre est déjà un mot d'esprit, puisque le café *Griensteidl* doit effectivement être démoli deux mois plus tard.

Après s'être fâché avec les écrivains en vogue, c'est au sionisme naissant qu'il s'en prend en 1898 dans la nouvelle revue *Die Wage*, avec *Une couronne pour Sion*(2). Il commet là une double erreur de jugement : d'abord, il considère que c'est par l'assimilation complète – y compris par le mariage avec des non-juifs – que l'antisémitisme disparaîtra, et que les juifs parfaitement assimilés n'ont aucune crainte à avoir pour leur avenir en Europe occidentale. On sait ce qu'il en fut quelques décennies plus tard... Ensuite, il affirme que non seulement le projet sioniste n'a aucune chance d'aboutir, mais qu'il va au contraire alimenter l'antisémitisme. Theodor Herzl, le fondateur du sionisme, avait été correspondant à Paris entre 1891 et 1896, où l'Affaire Dreyfus l'avait convaincu de la nécessité de créer un état juif. Après avoir publié *L'État des Juifs*(3), il organisa à Bâle en 1897 le premier congrès sioniste, dont il resta président jusqu'à sa mort, en 1904. Toujours en 1897, Herzl est devenu le directeur littéraire de la *Neue Freie Presse*, le plus grand et le plus prestigieux quotidien viennois. Après la parution d'*Une couronne pour Sion*, Kraus traînera une réputation de « juif antisémite », que ses nombreuses attaques contre les juifs viennois ne feront qu'alimenter. Nous aurons l'occasion

d'y revenir. Le titre *Une couronne pour Sion* est aussi à double sens, puisqu'une couronne autrichienne était la contribution demandée aux juifs pour le congrès de Bâle, et que la couronne symbolisait aussi le nouveau royaume des Juifs que voulait ériger Herzl. Tout chez Kraus est mot d'esprit au service de la satire.

En 1899, Kraus fonde sa propre revue, *Die Fackel*, qu'il dirigera jusqu'à sa mort, en 1936, et dont il deviendra le seul et unique rédacteur à partir de 1911 ! En français, *Fackel* peut se traduire par « torche » ou par « flambeau » : la torche qui allume le feu, et le flambeau qui apporte la lumière ; *Die Fackel* sera les deux. Sa première cible sera la presse – en particulier la *Neue Freie Presse* – et les journalistes ; nous y reviendrons. Mais il y en aura d'autres ! Quelques mois plus tard, il quitte la *Israelitische Kulturgemeinde* (Communauté culturelle israélite). Il deviendra catholique en 1911, mais quittera l'église en 1923 pour deux raisons, l'une esthétique, l'autre morale : tout d'abord l'industrie du spectacle qu'il exècre et la « mauvaise littérature » – entendu par là celle de Hugo von Hofmannsthal – investissent la *Kollegienkirche* durant le festival de Salzbourg, créé en 1920. Une hérésie pour Kraus ! Ensuite, il reproche à l'église son soutien à l'Empire durant la Première Guerre mondiale : « *Quoi qu'il en soit, je suis devenu catholique et, curieusement, je le suis resté pendant la guerre mondiale. [...] Mais j'ai vu les*

armes bénies par l'Église catholique détruire l'humanité. Compte tenu de tout cela, parce qu'un souffle de Calderón fait autant de bien à l'industrie hôtelière salzbourgeoise qu'à la littérature viennoise, et parce que l'archevêque a voulu que gloire soit à Dieu au plus haut des cieux tarifaires, je me vois contraint de quitter l'Église catholique, non seulement au nom de l'humanité qui est mal gardée par ses pasteurs, mais aussi et surtout par antisémitisme. »

Passons sur la période qui va de la Première Guerre mondiale à l'accession de Hitler au pouvoir en Allemagne en janvier 1933 : nous y reviendrons quand nous aborderons ses œuvres. Intéressons-nous pour finir au contexte politique de l'Autriche dans les dernières années de la vie de Kraus.

Le traité de Saint-Germain en Laye, signé le 10 septembre 1919 entre les Alliés et l'Autriche, qui consacrait la dislocation de l'Empire austro-hongrois, contenait un article interdisant l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne : pas question de laisser se construire une « Grande Allemagne » au lendemain de la Première Guerre mondiale. Or, si de nombreux Autrichiens étaient déjà auparavant favorables à un tel *Anschluss*, leur nombre augmenta fortement après l'accession d'Hitler au pouvoir en Allemagne(4), y compris parmi les sociaux-démocrates qui s'imaginaient que cela créerait une union salubre des forces ouvrières. Ce pangermanisme consacra la rupture de Kraus avec ce parti, dont il s'était

senti proche, après avoir rompu avec les conservateurs fauteurs de guerre mondiale dès 1915. En février 1934, une insurrection révolutionnaire déclenchée par les communistes autrichiens pour protester contre le régime du chancelier Engelbert Dollfuss est violemment réprimée. Kraus condamne l'insurrection et prend la défense de Dollfuss, considérant qu'il est le dernier rempart contre l'annexion. Dollfuss installe un régime autoritaire, qui sera qualifié d'« austro-fasciste ». Il est assassiné le 25 juillet lors d'une tentative de putsch de nazis autrichiens. Kraus le présentera dès lors comme un martyr, ce qui choquera beaucoup de ses adeptes.

De santé fragile – sa scoliose lui valut d'être réformé – Kraus connaît des problèmes cardiaques à partir de 1933. Renversé par un cycliste au début de 1936, sa tête heurte le pavé. Son état de santé s'aggrave et il meurt le 12 juin.

~~~~~  
NOTES

1. Karl Kraus, *La littérature démolie* et autres textes, précédé de « Karl Kraus, école de la résistance », d'Elias Canetti, (1896, Rivages, coll. « Rivages poche/Petite bibliothèque », 2006).
2. *Une couronne pour Sion*, in *La Littérature démolie*, op. cit.
3. Theodor Herzl (1860-1904), *L'État des Juifs* (1896, La Découverte, coll. « La découverte/Poche », 2008).
4. Lors du référendum organisé le 10 avril 1938, le résultat fut sans appel : 99.73% des Autrichiens se prononcèrent en faveur de l'*Anschluss*.

THÉ D'ORIENT par Laurent Schiaparelli

## Hong Kong: «peopolisation» de la crise et premières victimes collatérales

**L**A COMPLAISANCE MÉDIATIQUE DE L'OCCIDENT ENVERS UN MOUVEMENT VIOLENT À HONG KONG CONTRASTE AVEC LE VOILE DE PUDEUR QUI RECOUVRE LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES EN FRANCE, DONT ON POURRAIT CROIRE, SI ON LISAIT ENCORE LES MÉDIAS DE GRAND CHEMIN®, QU'IL S'EST ÉTEINT DE LUI-MÊME PENDANT L'ÉTÉ.

Les derniers rassemblements ont donné lieu à de nouvelles estimations toujours plus fantaisistes du nombre de participants. Les médias occidentaux multiplient désormais par un facteur de 15 ou 20 des estimations policières déjà surévaluées de l'avis de certains spécialistes.

### PROVOCATIONS SOUS VRAIS-FAUX DRAPEAUX À RÉPÉTITION

L'utilisation par les émeutiers de drapeaux anglais et américains est destinée à déclencher un accès de fièvre patriotique en Chine et une répression policière violente de ceux que les Chinois considèrent comme des traîtres.

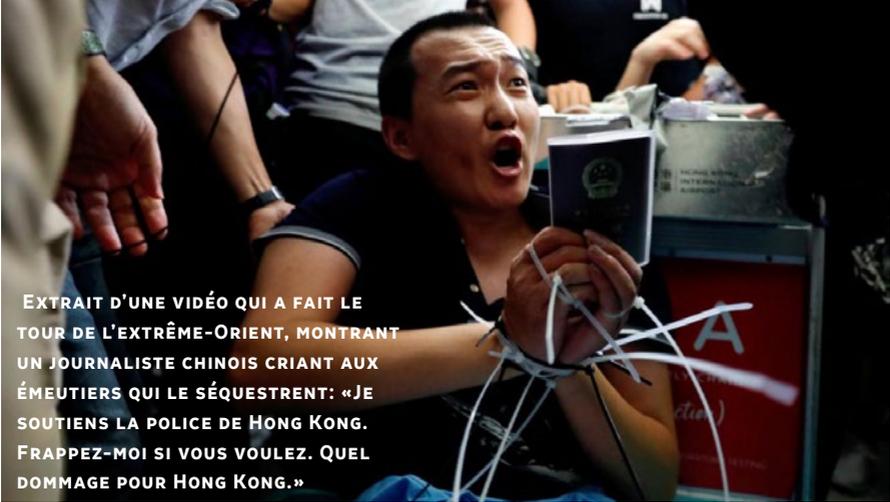
Il ne s'agit évidemment pas de nostalgiques de l'ère coloniale. Dans leur écrasante majorité, les Hong-kongais ne désirent aucunement une nouvelle mise sous tutelle occidentale, tout comme ils ne songent pas sérieusement à une indépendance vis-à-vis de la Chine, qui n'aurait aucun sens d'un point de vue économique et qu'ils savent qu'ils n'obtiendront jamais, le Parti indépendantiste de Hong Kong ayant été

interdit par Beijing dès sa création en 2015. Depuis, il ne rassemble que quelques marginaux dans un bureau à Londres.

Le gouvernement chinois, conscient d'être poussé à la faute médiatique, se contente pour le moment de masser des forces de police antiémeutes à la frontière qui sépare Shenzhen de Hong Kong et de collecter des informations sur les émeutiers et leurs dirigeants.

### PRAGMATISME DU MONDE DES AFFAIRES

Hong Kong est un des nœuds aériens majeurs en Asie. Depuis le début des manifestations il y a onze semaines, certains stewards des compagnies aériennes hong-kongaises ont été particulièrement agressifs avec les clients chinois à bord. Beaucoup ont soutenu les émeutiers sur les réseaux sociaux et participé à des manifestations antigouvernementales. Ils semblent ignorer que les vols sur la Chine représentent 20 % du chiffre d'affaires de leurs compagnies, une part qui est appelée à augmenter forte-



EXTRAIT D'UNE VIDÉO QUI A FAIT LE TOUR DE L'EXTRÊME-ORIENT, MONTRANT UN JOURNALISTE CHINOIS CRIANT AUX ÉMEUTIERS QUI LE SÉQUESTRENT: «JE SOUTIENS LA POLICE DE HONG KONG. FRAPPEZ-MOI SI VOUS VOULEZ. QUEL DOMMAGE POUR HONG KONG.»

ment dans la décennie à venir, étant le seul espace de croissance pour leurs employeurs, et assurera donc la pérennité de leur emploi.

Le gouvernement chinois a donc exigé de Cathay Pacific qu'elle accomplisse un travail de surveillance de tous ses membres d'équipages survolant la Chine, sous peine de ne pas autoriser ses avions à survoler le territoire chinois.

Le directeur général de Cathay Pacific a tenté un téméraire bras de fer avec les autorités de l'aviation civile de Beijing. Prenant à la légère la menace d'interdiction de survol du territoire chinois à tout avion dont l'équipage ne serait pas préablement certifié «neutre» sur la question des émeutes, Cathay Pacific a fait décoller un avion test sans passagers sur la ligne New York-Hong Kong. La CAAC (Civil Aviation Administration of China) lui a interdit le survol de son territoire, sommant le pilote de se poser en Russie puis au Japon avant de rentrer à Hong Kong.

Devant cette détermination de Beijing, le directeur général du

groupe Swire, la holding qui détient Cathay Pacific, s'est résigné à monter dans un de ses avions pour s'expliquer auprès des autorités à Beijing. Il a annoncé sans tarder que la compagnie soutenait le gouvernement de Hong Kong et la police sur la question des émeutes, avant de congédier deux pilotes et deux membres d'équipage qui participaient ouvertement aux manifestations. Le directeur général de Cathay Pacific, Rupert Hogg, et son bras droit ont été «démissionnés» dans la foulée.

La compagnie aérienne nationale finlandaise Finnair a depuis émis un avertissement similaire à ses employés sur la ligne Helsinki-Hong Kong, leur déconseillant de se prononcer publiquement sur leurs opinions politiques.

Pendant ce temps, la communauté d'affaires de Hong Kong, pragmatique, a commencé à se tourner vers des pâturages plus verts, comme en atteste la hausse des dépôts de dossier d'émigration vers l'Australie par le biais de son programme destiné uniquement aux millionnaires.

## POLITISATION DE L'INDUSTRIE DU DIVERTISSEMENT

Les manifestations polarisent la société de Hong Kong, mais également le monde chinois, les dirigeants de Taïwan ayant pris fait et cause, nous l'avons vu les semaines précédentes, pour les émeutiers, essentiellement à cause d'un calcul dicté par le calendrier électoral de l'île.

Dans le monde du spectacle, les comédiens et professionnels du cinéma chinois se sont vus «fortement recommander» par les autorités chinoises de régulation des médias (SARFT) de ne pas participer à l'édition 2019 du festival cinématographique du Golden Horse de Taïwan, en compétition directe, à la même date, avec le festival chinois du Golden Rooster.

Ceci fait suite au soutien inconditionnel des autorités taïwanaises aux émeutiers de Hong Kong, dont certains sont encouragés à déposer une demande de résidence temporaire voire de statut de réfugié politique à Taïwan, et au boycott décrété par les émeutiers de Hong Kong du film *Mulan* dont l'actrice principale Crystal Liu Yifei a été vivement critiquée pour avoir salué sur Twitter les efforts de la police de Hong Kong à maintenir l'ordre.

Jackie Chan s'est également prononcé contre les manifestations antigouvernementales.

Un célèbre expert chinois en arts martiaux, probablement encore commotionné, a lui préféré prendre le contre-pied des *people* en Chine

pour se prononcer sur Twitter, depuis sa salle de sport de Beijing, *en faveur* des émeutiers. Les médias ont révélé qu'il était candidat discret à l'émigration en Australie, et la police s'est invitée le lendemain chez lui pour prendre le thé.

On sait que le niveau zéro du sérieux politique est atteint lorsque les médias se tournent vers les artistes et les sportifs pour récolter des conseils en stratégie et géopolitique.

A Hong Kong plus qu'ailleurs, les tactiques américaines de changement de régime échouent une fois de plus, non sans faire d'autres victimes collatérales, notamment la jeunesse de Hong Kong qui participe à cette orgie de violence urbaine sans queue ni tête, et ne lui laisse pour alternative qu' une émigration au rabais vers Taïwan où les salaires sont inférieurs à ceux déjà bas de Hong Kong, pendant que la classe privilégiée de Hong Kong, celle qui crée des emplois, se prépare à émigrer vers l'Australie ou le Canada avec des visas privilégiés pour investisseurs.

Les revendications initiales du mouvement, à savoir l'abandon de l'amendement sur l'extradition de criminels, ont été oubliées sitôt exaucées. Cela montre qu'elles étaient surtout un prétexte et une étape vers un objectif supérieur, celui de la déstabilisation de la Chine sur son flanc sud, faisant suite à une tentative similaire entreprise voici six mois sur son flanc ouest, au Xinjiang.

## Passager clandestin

# Arnaud Dotézac: l'été indien, un séisme géopolitique passé quasi inaperçu

**EN ABOLISSANT L'AUTONOMIE DU CACHEMIRE, L'INDE REPREND EN MAIN SON TERRITOIRE ET, EN MÊME TEMPS, SE POSE EN ARBITRE DANS UNE CONFRONTATION COLOSSALE DE PUISSANCES AUTOUR DU MASSIF DE L'HIMALAYA. EXPERT DE LA GÉOPOLITIQUE DU BOUDDHISME, NOTRE ANALYSTE INTERNATIONAL ÉCLAIRCIT UN IMBROGLIO EXPLOSIF.**

## Le pivot du Ladakh

Rajnath Singh, ministre de la Défense de l'Inde, a déclaré le 16 août dernier que son pays ne garantissait plus sa doctrine de non-recours au premier feu nucléaire. « L'Inde a jusque-là strictement adhéré à cette doctrine. Ce qui se produira à l'avenir dépendra des circonstances », a-t-il averti. Il s'exprimait très symboliquement depuis Pokhran, le site des essais nucléaires indiens de la fin des années 90.

Cette déclaration s'inscrit dans un contexte de regain de tension qui suit la décision historique d'annuler le statut d'autonomie quasi-totale dont jouissait l'État du Jammu & Cachemire (J&C), prise les 5 et 6 août 2019, par le gouvernement Modi, le président indien et les deux chambres parlementaires (à une majorité écrasante).

Cas unique en Inde, le J&C n'était tout simplement pas soumis à la Constitution fédérale indienne, sauf pour les affaires militaires et monétaires et certains aspects diplomatiques, le règlement frontalier de la région étant par exemple exclu de la pleine souveraineté fédérale.

L'État passera dès le 31 octobre 2019 au rang de simple district fédéral, directement gouverné par New Delhi, même si une forme résiduelle de parlement lui sera conservée. Non seulement perdra-t-il

ainsi son droit propre, notamment l'interdiction d'établissement pour les non-cachemiris, même citoyens indiens, ou l'application de la sharia, mais sa superficie sera en outre divisée par deux. En effet, le Ladakh bouddhiste sera le même jour séparé du Jammu & Cachemire, et donc émancipé de la tutelle gouvernementale et législative musulmane locale, pour passer pleinement sous la protection de la Constitution fédérale. Le Ladakh deviendra certes, dans un premier temps, un district fédéral directement gouverné par le Centre, mais se trouvera d'emblée libéré de toutes les contraintes antérieures, en particulier économiques, avec dorénavant un plein droit d'établissement et de commerce au sein de l'Union indienne, lui offrant des perspectives significatives de désenclavement. Enfin, le nouveau statut permet également à l'Inde d'aborder directement son différend frontalier avec la Chine, sans en référer à un J&C largement dépendant de ses échanges avec le Pakistan, lui-même allié, voire obligé, de la Chine comme on le sait.

## UN RISQUE D'ESCALADE OU DE PAIX IMPOSÉE?

Pour tenter de mesurer les risques de conflit créés par cette initiative indienne



économique draconien, le Pakistan mobilisa en effet des milices tribales pachtounes afin de prendre le contrôle militaire de l'État princier, en octobre 1947, au motif que sa population, à majorité musulmane, ne pouvait être gouvernée par un hindou, ce qui déclencha la première guerre indo-pakistanaise. C'est dans ce contexte tourmenté que le Maharajah Hari Singh opta finalement pour un rattachement à l'Inde, mais au titre d'un «instrument d'accession» non négociable, qui fut endossé par la Couronne britannique et qui imposait ce statut spécial d'autonomie.

assumée, il convient d'en rappeler quelques aspects historiques. Techniquement, cette autonomie venait en contrepartie de l'option tourmentée de l'État princier du J&C en faveur d'un rattachement à l'Inde, en 1947.

Juste après la partition du 15 août 1947, les territoires respectifs du Pakistan et de l'Inde n'étaient pas pour autant définitifs. La Couronne britannique avait en effet prévu une procédure subséquente relative aux États Princières des Maharajahs (565 au total). Ces derniers devaient encore opter librement soit pour leur rattachement au Pakistan ou à l'Inde, soit pour leur indépendance.

Le dernier maharajah (hindou) du J&C, Hari Singh, souhaitait l'indépendance et proposa de la faire ratifier par le Pakistan et l'Inde. Celle-ci donna un accord de principe tandis que celui-là fit mine d'accepter mais ne tarda pas à faire pression pour absorber cet État. Après un blocus

L'anecdote retiendra que l'armée britannique n'ayant pas encore pu procéder à toutes les passations de pouvoirs de ses officiers généraux au Pakistan et à l'Inde, ceux-ci dirigèrent eux-mêmes les affrontements des deux côtés du front et perdirent un des leurs au combat ! Un cessez-le-feu précaire fut néanmoins signé le 1er janvier 1949, arrêtant une ligne de démarcation floue entre le Pakistan et l'Inde (*Line of Actual Control* ou «LAC»).

La République Populaire de Chine proclama quant à elle son indépendance le 1er octobre 1949. Un an plus tard, en octobre 1950, son armée entamait la prise de contrôle du Tibet par les provinces orientales (Kham et Amdo) mais engagea également des troupes depuis le Xinjiang plus accessible et déjà intégré à la Chine depuis 1881. Il lui fallait pour cela traverser la région inhospitalière et quasiment

inhabitée de l'Aksaï-Chin, sur 160 km, seule voie praticable et ancestrale à travers les immenses massifs du Karakoram et du Kunlun. La Chine décida même d'en faire une autoroute afin d'accélérer les déplacements militaires, ce qui fut achevé en 1957, mais sans en informer l'Inde. Lorsque New Delhi s'en aperçut et protesta officiellement en 1958, la réponse de la Chine fut que l'Aksaï Chin, soit 1/5 du J&C Cachemire, lui appartenait comme partie intégrante de l'ancien Tibet, ce qu'elle confirma par l'argument militaire lors de la guerre qu'elle remporta en 1962.

Et comme si cela ne suffisait pas, en 1963 la Chine se fit attribuer par Islamabad les vallées du Shaksngam faisant partie du Ladakh du Nord, sous administration pakistanaise.

#### **COMMENT ON NEUTRALISE UN AUTRE KOSOVO AU CACHEMIRE**

C'est donc depuis son indépendance que l'Inde est confrontée à une instabilité sanglante qui lui échappe juridiquement et militairement malgré son demi-million d'hommes déployé sur place.

Pour aboutir à cette reprise en main audacieuse, il aura fallu abroger l'article 370 de la Constitution fédérale indienne. Or cet article couvrait, en droit, la totalité de la surface du J&C originel, parties pakistanaïses et chinoises incluses.

Amit Shah, ministre de l'intérieur de Modi en charge de cette réorganisation considérable, le confirmait clairement en ces termes devant le Parlement: «L'article 370 devait disparaître, étant la racine du terrorisme dans l'État et le plus grand obstacle au retour à la normalité. Il ne se passera rien... Il ne sera pas autorisé à devenir un autre Kosovo... Chaque

fois que je parle du Jammu & Cachemire, le J&C occupé par le Pakistan et l'Aksaï Chin en font partie intégrante et peuvent donner leur vie pour cela».

Et c'est bien cela qui a déclenché la fureur du Pakistan et l'agacement très explicite de la Chine: le fait de légiférer sans préavis sur un territoire revendiqué par deux autres puissances nucléaires, sans frontières extérieures agréées ni traité de paix signé avec l'Inde, à l'issue de trois guerres contre le Pakistan et d'une contre la Chine, assorties d'un djihad permanent avec l'un et d'escarmouches et intrusions frontalières incessantes avec l'autre.

Mais Narendra Modi n'a pas choisi le moment par hasard. Il sait que la très prochaine sortie du guêpier afghan, négociée entre États-Unis, Pakistan et Talibans, va déstabiliser la région à la plus grande satisfaction de Donald Trump, avec en ligne de mire le fameux corridor économique sino-pakistanaïse, qui se prolonge, justement, dans l'autoroute traversant l'Aksaï Chin.

L'Inde rappelle ici à qui veut l'entendre que les redistributions de cartes à venir ne se feront pas sans elle, quitte à utiliser la force. Alors oui, un risque de conflit majeur existe mais ce n'est pas l'Inde qui en est l'inspiratrice première. L'affirmation de puissance que traduit la reprise en mains actuelle est un message qui s'adresse autant à la Chine qu'aux États-Unis. L'Inde se place à l'évidence comme arbitre d'un nouvel équilibre régional des forces, permettant de faire l'économie d'un conflit gravissime, ce qui est dans l'intérêt de la Chine. Mais pour cela Pékin devra faire quelques concessions, notamment territoriales, faute de quoi l'Inde serait forcée de jouer la carte américaine.



## TURBULENCES

### #AMAZONIE | Macron® protège les forêts... des autres!

L'affolement gagne la planète à cause des incendies d'Amazonie. Le président Macron® appelle le G7 à s'occuper du Brésil. A l'appui de sa harangue, il publie une photo d'incendie prise par Loren McIntyre, photographe de National Geographic, mort en 2003! Le président qui souhaite faire censurer les diffuseurs de fake news devrait peut-être commencer par lui-même...

La préoccupation de l'Etat français pour le «poumon du monde» ne l'a pas empêché par ailleurs de délivrer le 3 août un «permis exclusif de recherche d'or et de substances connexes (cuivre,

argent, molybdène, platine, platinoïdes et diamant) sur les communes de Régina et Quanary en Guyane» – autrement dit, un feu vert pour la déforestation de masse. La Guyane, me direz-vous, c'est un territoire français, non un quelconque Brésil bon à recoloniser! La mort des forêts s'arrête aux frontières de la République comme jadis le nuage de Tchernobyl.

«Que ta gauche ne sache pas ce que fait ta droite», est-il écrit (Matt. 6, 3). Voilà au moins un précepte évangélique que M. Macron® suit à la lettre.

*Mais encore :*

### #RUSSIE | Poutine captif des néo-libéraux?

### Pain de méninges

#### L'IDENTITÉ PASSE PAR LA DIFFÉRENCE

Tout comme l'homme et la femme ne peuvent être mêmes, à savoir humains, qu'en étant absolument différents l'un de l'autre, ainsi le caractère national de chaque pays ne peut entrer dans cette histoire universelle de l'humanité qu'en restant ce qu'il est et en s'y tenant obstinément. Un citoyen du monde qui vivrait sous la tyrannie d'un empire universel, parlant et pensant dans une sorte de super-espéranto, ne serait pas moins un monstre qu'un hermaphrodite.

— Hannah Arendt, «Men in Dark Times» (1968), extrait de *The Philosophy of Karl Jaspers* (1957). Trad SD.

Le magazine de l'Antipresse est une publication de l'Association L'Antipresse. Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 429, Sion, Suisse. Directeur-rédacteur en chef: Slobodan Despot.

Abonnement: via le site ANTIPRESSE.NET ou nous écrire: [antipresse@antipresse.net](mailto:antipresse@antipresse.net)

N. B. – Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

*It's not a balloon, it's an airship!* (MONTY PYTHON)